



HAL
open science

“ La ‘crise grecque’ au carrefour entre représentations de l’Autre et considérations idéologiques ”

Nicolas Pitsos

► **To cite this version:**

Nicolas Pitsos. “ La ‘crise grecque’ au carrefour entre représentations de l’Autre et considérations idéologiques ”. Joëlle Dalègre. Regards sur la ”crise” grecque, L’Harmattan, p.13-49, 2013, 978-2-343-00005-3. hal-03996414

HAL Id: hal-03996414

<https://hal.science/hal-03996414>

Submitted on 19 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PROLOGUE

« La ‘crise grecque’ au carrefour entre représentations de l’Autre et considérations idéologiques »

Nicolas Pitsos

Depuis 2009, la situation économique et socio-politique en Grèce occupe de manière récurrente l’actualité européenne. Beaucoup d’encre a coulé sur ce qu’on a désigné comme la ‘crise grecque’. D’une part, on peut constater une volonté de présenter ce qui se passe depuis trois ans dans ce pays, comme un événement exceptionnel, inhérent, propre à sa société et à son histoire. D’autre part, une approche alternative tient à inscrire cette situation dans un contexte plus large, tout en essayant de comprendre pourquoi la Grèce a été le premier pays de la zone euro à être touché par la crise. En même temps, nombreuses sont les analyses consacrées à l’étude des solutions mises en place pour une sortie de la crise, ainsi qu’à leurs conséquences sur la société grecque. Nous visons donc, ici, l’étude de ces discours et pratiques en relation avec les causes, mesures, et conséquences de la crise, au croisement entre représentations de l’Autre et considérations idéologiques.

Aux origines financières et mercantilistes de la crise de la dette

À la suite de la crise mondiale financière qui démarre aux États-Unis en 2007¹, les agences de notation financière, commencent à dégrader rapidement les notes de plusieurs membres de la zone euro, face à ce qu’elles jugent être de mauvaises perspectives de leurs finances publiques, la Grèce est la première atteinte. Aussitôt, ses taux d’emprunt explosent. D’après l’économiste, prix Nobel, Joseph Stiglitz, la déréglementation et la dérégulation des marchés financiers, permettant, voire même favorisant, la spéculation, ont été les véritables déclencheurs de la crise grecque².

Certes la question de la dette a été présentée d’emblée comme le talon d’Achille de l’économie grecque. Quelques remarques concernant cette affirmation mériteraient cependant réflexion. Tout d’abord, comme l’ont montré les statistiques publiées par la Banque des règlements internationaux, c’est la dette publique qui a été sur la ligne de mire des marchés, car la dette privée (celle des particuliers) et celle des entreprises, sont en ce qui concerne la Grèce, parmi les moins élevées des pays de l’OCDE (voir tableau 1).

Autre caractéristique de cette dette publique, l’évolution de l’origine des propriétaires de ses obligations. Contractées principalement de nos jours auprès des marchés financiers internationaux (à 65-70 %), elles étaient jusqu’au début des années 1990 surtout détenues par des investisseurs du marché

1 Cette crise est déclenchée par le krach des prêts immobiliers à risque (les *subprimes*) accordés par des institutions bancaires aux États-Unis, et que les bénéficiaires n’arrivaient plus à rembourser. L’étape suivante de cette crise conduit en septembre 2008 à la cessation de paiement de plusieurs établissements financiers américains avec des retombées négatives sur l’économie mondiale.

2 ²Voir Joseph Stiglitz, « L’écrasante responsabilité des banquiers », *Le Nouvel Observateur*, 4 mars 2010.

intérieur (à 80 %) et considérées de ce fait comme moins enclines à des fluctuations des taux d'intérêt³ lors des crises. Ce qui explique en partie, qu'un pays comme le Japon, dont la dette publique dépasse le 200 % de son PIB (la dette grecque représentait 120 % du PIB lors du déclenchement de la crise) n'ait pas connu de pression sur ses taux d'emprunt.

**Tableau 1 : Evolution de la dette publique/de la dette
des ménages/de la dette des entreprises en pourcentage du PIB⁴**

	1980	1990	2000	2010
États-Unis d'Amérique	46/52/53	71/64/65	58/74/66	97/95/76
Japon	53/60/176	66/82/215	145/87/178	213/82/161
Allemagne	31/59/46	42/61/35	61/73/91	77/64/100
Grande- Bretagne	58/37/64	42/73/88	54/75/93	89/106/126
France	34/27/99	46/46/106	73/47/123	97/69/155
Italie	54/6/48	93/21/66	126/30/96	129/53/128
Canada	71/56/109	109/63/106	115/67/111	113/94/107
Australie	43/42/44	46/46/82	37/74/74	41/113/80
Autriche	36/41/86	59/41/78	76/47/82	82/57/99
Belgique	61/35/73	140/38/86	121/41/136	115/56/185
Danemark	36/-/72	77/-/78	73/95/90	65/152/119
Finlande	16/29/101	23/48/102	67/35/121	57/67/145
Grèce	26/8/59	83/9/47	124/20/51	132/65/65
Hollande	65/43/98	97/49/119	67/87/140	76/130/121
Norvège	43/-/84	38/-/105	44/64/148	65/94/174
Portugal	36/15/93	68/23/50	63/75/114	107/106/153
Espagne	27/24/120	49/41/97	71/54/133	72/91/193
Suède	58/53/109	54/61/174	77/51/191	58/87/196

3 Voir Georges Dourakis, « Les marchés internationaux sont le meilleur gendarme dans une économie mondialisée », *Avgi*, 15 janvier 2012.

4 Le seuil toléré a été fixé à 85% pour la dette publique, à 85% pour la dette des ménages et à 90% pour celle des entreprises.

Source : Banque des règlements internationaux, OCDE.

L'évolution de la composition de la dette grecque est liée à l'entrée du pays dans la zone euro. Elle a eu quasi automatiquement un impact positif sur ses taux d'emprunt auprès des marchés financiers internationaux, car les investisseurs étaient prêts à investir leur argent sur des obligations de la dette publique grecque, à partir du moment où l'économie grecque était intégrée dans une union monétaire a priori assez solide, censée mettre ses membres à l'abri des risques de faillite et les investisseurs à l'abri de la perte de leur argent. Dans cette perspective, on a assisté à un transfert partiel de capitaux financiers des pays de l'Europe du Nord vers les économies de l'Europe du Sud. Au même moment, entre 2000 et 2008, au lieu d'essayer de contenir, voire même de réduire l'endettement du pays, les gouvernements successifs du PASOK et de Nea Dimokratia, ont profité des conditions d'emprunt favorables et ont emprunté davantage d'argent auprès des marchés internationaux, afin de combler les déficits publics et de soutenir leurs politiques clientélistes.

À l'avènement de la crise financière et suite à la panique qu'elle a provoquée au sein des marchés, on a constaté une fuite des investisseurs vers des valeurs censées plus sûres, comme les obligations françaises ou allemandes⁵, c'est-à-dire vers des pays dont les finances publiques jouissaient d'une meilleure note de la part des agences de notation. Dès lors, le gouvernement grec a commencé à avoir du mal à trouver des acheteurs pour ses obligations, afin de pourvoir à ses besoins d'emprunt, d'autant plus que les taux d'intérêt ne cessaient d'augmenter⁶. Comme l'a souligné l'ex-premier ministre espagnol Felipe Gonzalez⁷, le fait que la Banque Centrale Européenne n'ait pas réagi comme l'auraient fait d'autres banques nationales dans des cas similaires, c'est-à-dire en achetant des obligations de la dette grecque, freinant ainsi la course des taux d'emprunt, a encore plus porté préjudice à l'économie des États les plus vulnérables de la zone euros⁸ qui se sont retrouvés confrontés aux comportements spéculatifs des marchés.

Au-delà des spéculations financières, d'autres analystes ont observé que la crise de la dette au sein de la zone euro, est en grande partie le résultat d'une multiplication de l'écart entre les balances commerciales de ses pays membres. Des excédents démesurés dans la balance commerciale de certains pays ont eu comme effet des déficits importants dans d'autres pays. Ceux-ci ont été obligés d'emprunter de l'argent afin de pouvoir équilibrer leurs budgets, avec comme conséquence directe l'alourdissement de leur dette publique. Le pays qui est montré de doigt comme responsable de la multiplication et de l'aggravation de ces inégalités dans la zone euro, est l'Allemagne. En effet, depuis l'introduction de l'euro, ce pays a connu un accroissement considérable de ses excédents commerciaux qui contraste fortement avec les tendances enregistrées dans les pays de l'Europe du Sud. Selon le député du parti de gauche allemand, Die Linke, Michael Schlecht⁹ une des causes principales de cette évolution inégalitaire dans les excédents et déficits des balances commerciales, est le dumping salarial appliqué en Allemagne qui a eu des impacts négatifs sur la compétitivité des produits exportés par d'autres pays européens. Depuis la réunification de l'Allemagne dans les années 1990, les gouvernements chrétiens-démocrates et social-démocrate qui se sont succédés au pouvoir, ont appliqué des politiques d'austérité. Ces politiques ont eu comme résultat la multiplication des contrats précaires ainsi qu'une diminution des rémunérations à la base de la pyramide salariale. De surcroît, la part des salaires dans la valeur ajoutée a augmenté à un rythme beaucoup plus lent par rapport au rythme constaté dans d'autres pays

5 Voir Guillaume Guichard, « Comment France et Allemagne profitent de la crise grecque », *Le Figaro*, 29 avril 2010.

6 Voir Rabah Arezki, Bertrand Candelon et Amadou N. R. Sy, « Sovereign rating news and financial markets spillovers : evidence from the European debt crisis ». Ce rapport du FMI publié en mars 2011, disponible en ligne sur l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2011/wp1168.pdf>, démontre l'impact de la dégradation de la note d'un pays de la part des agences de notation financière, dans l'augmentation de ses taux d'emprunt.

7 Entretien dans le journal *La Repubblica* du 24 juillet 2012.

8 Ce scénario s'est reproduit dans les cas d'Irlande, du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie.

9 Voir l'entretien de ce député dans le journal *Eleftherotypia* du 19 novembre 2011.

européens, ce qui a eu un double résultat : d'une part, une baisse dans les importations allemandes, car le pouvoir d'achat d'une partie des citoyens allemands avait été réduit ; d'autre part, la baisse du coût du travail en Allemagne. Elle a ainsi rendu les produits de ce pays plus compétitifs par rapport à ceux de ses partenaires de la zone euro qui, eux, n'avaient pas appliqué des politiques d'austérité d'une telle ampleur. Entre 2000 et 2008, l'excédent allemand dû à des exportations vers des pays hors de la zone euro s'est accru de 265 %. La plupart de ces transactions commerciales ont été effectuées en dollars. La transformation des recettes en euros par les sociétés allemandes a conduit à un renforcement de l'euro face au dollar. Un euro fort a également porté préjudice aux exportations de pays comme la Grèce dont les produits exportés sont très vulnérables aux fluctuations de prix. La Grèce et d'autres pays se retrouvant dans la même situation, ne pouvaient pas non plus réagir à cette évolution en dévaluant leur monnaie. Ainsi la montée en puissance de politiques mercantilistes adoptées par les différents États membres de la zone euro, ainsi que la mise en place de cette monnaie en l'absence de mécanismes susceptibles de redistribuer de manière équitable les profits d'une telle politique, a été favorable à la prospérité des économies nationales les plus adaptées à tirer profit de ce modèle et contexte concurrentiel.

Cette interprétation du déclenchement de la crise en Grèce dans un contexte international, basé essentiellement sur les mouvements de spéculation d'une part, et l'augmentation des inégalités entre les différentes économies de la zone euro d'autre part, a été dès le début écartée par le discours politique et médiatique dominant. Ce discours visait à présenter la crise grecque dans un cadre culturaliste, plutôt que dans une logique propre au fonctionnement du système financier et économique au sein de la zone euro et à l'échelle internationale. Un des schémas étiologiques le plus usité alors dans le cadre de cette approche culturaliste de la crise, est celui inspiré d'une division entre Europe du Nord et Europe du Sud.

Tableau 2 : Evolution des excédents et déficits des balances commerciales en millions d'euros des douze premiers pays-membres de la zone euro entre 2000 et 2011.

	2000	2002	2004	2006	2008	2011
Allemagne	+ 59.130	+ 132.771	+ 156.078	+ 160.420	+ 177.525	+ 156.853
Autriche	- 5.071	+ 395	- 1.230	- 367	- 2.043	- 9.395
Belgique	+ 11.758	+ 18.841	+ 17.080	+ 12.034	+ 3.762	+ 10.961
Espagne	- 44.274	- 41.685	- 60.863	- 91.573	- 94.717	-48.385
Finlande	+ 12.624	+ 11.556	+ 8.101	+ 6.237	+ 3.178	- 3.785
France	- 12.266	+ 2.598	- 15.145	- 36.677	- 68.367	-84.620
Grèce	-23.527	- 22.373	- 30.108	- 34.143	- 45.008	- 20.955
Irlande	+ 28.553	+ 37.930	+34.548	+28.359	+28.389	+43.376
Italie	+1907	+7.838	-1.221	-20.452	-13.035	-24.630
Luxembourg	-3.140	-2.557	-3.052	-3.317	-4.934	-4.989
Pays-Bas	+16.092	+26.220	+30.347	+37.271	+38.742	+44.778
Portugal	-16.878	-15.068	-15.404	-20.654	-25.347	-15.345

Source : Eurostat

Approche culturaliste ou géographie imaginaire de la paresse

À l'occasion des matchs de football opposant la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal aux équipes allemande, française, anglaise et tchèque, dans le cadre de l'Euro 2012, la presse financière ainsi que les journaux sportifs ont regorgé de titres grandiloquents et sensationnels, plaçant ces rencontres sous le signe de la confrontation entre le Nord et le Sud. S'il n'y a rien de mieux que le football pour repérer et analyser la diffusion des stéréotypes sur l'Autre, le terrain était déjà propice à cet type de débordement et cultivé par l'emploi décomplexé du terme des PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne, Spain en anglais), c'est-à-dire cochon, en anglais, pour désigner ces pays. L'image que véhicule cet animal renvoyant à la paresse, on devine une perception de la géographie mentale de la paresse, déjà présente dans les publicités, vantant l'indolence et l'insouciance des sociétés méditerranéennes, fantasmées surtout comme des destinations rêvées de vacances et désincarnées de toute réalité sociale.

En ce qui concerne la Grèce, depuis la création d'un État grec, elle a fait l'objet de deux géographies imaginaires. Tout au long du XIX^e siècle et dans une conception du monde structuré autour du bipolaire Orient/Occident, dominant en Europe occidentale, l'Orient a été associé par les grandes puissances impérialistes de l'Europe, à la corruption, l'archaïsme et la paresse. Selon les inventeurs de ce manichéisme géo-culturel¹⁰, l'Orient, recouvrant la majeure partie de l'Asie, de l'Afrique du Nord ainsi que de la péninsule balkanique¹¹, nécessitait l'intervention salvatrice, civilisatrice et modernisatrice de l'Occident.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le binôme Orient/Occident évolue dans un nouveau contexte historique marqué par le processus de la décolonisation mais aussi par la Guerre Froide. Dans cette nouvelle réalité politique, se dessinent deux nouvelles géographies mentales. La première sépare le continent européen, l'Est, est dans le giron soviétique et l'Ouest, sous la sphère d'influence de l'OTAN. À côté de cette ligne de démarcation institutionnalisée et inscrite dans l'espace par des constructions telles que le Mur de Berlin, une deuxième catégorisation géographique du monde a tendance à classer les pays, entre ceux désignés comme appartenant à l'hémisphère Nord, économiquement développés, et ceux du Sud jugés en voie de développement (terme adopté suite à l'abandon du terme péjoratif sous-développé, longtemps en vigueur). Cette identification des deux points cardinaux à des évaluations économiques des pays, s'est également retrouvée au sein même du continent européen. Elle est accompagnée sinon engendrée par le phénomène d'une émigration massive des pays de l'Europe du Sud, dévastés par des guerres civiles, la Guerre Mondiale ou des régimes dictatoriaux, vers des pays de l'Europe du Nord. Ce sont ces émigrés et ceux issus des anciennes colonies, qui ont participé à la reconstruction des pays de l'Europe du Nord (Allemagne de l'Ouest, France, Belgique, Pays-Bas)¹².

Après la fin de la guerre froide, les vieilles configurations mentales, donnant sens au monde à travers les pôles imaginaires d'Occident et d'Orient, réapparaissent, prônées par des penseurs tels que Samuel Huntington¹³, alors que les divisions entre Nord et Sud sont toujours d'actualité, s'en prenant

10 Sur l'invention de l'Orient en tant que construction mentale au service d'intérêts géopolitiques, voir, Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Minuit, 1988

11 Pour une étude sur les liens entre les discours de l'Occident sur les Balkans (balkanisme) et l'Orient (orientalisme), voir Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1997.

12 ¹² On a revu cette mobilité, au moment de l'effondrement du bloc soviétique dans les années 1990. La Grèce, appartenant au bloc 'victorieux' de la guerre froide, a profité de ce bouleversement de la manière la plus cynique, à travers l'exploitation des travailleurs provenant des pays de l'Europe de l'Est.

13 Voir Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, O. Jacof, 1997 (trad. de l'anglais par Jean-Luc Fidel, Geneviève Joublain, Patrice Jorland).

parfois à un seul pays, à l'instar de l'Italie (Italie du Nord contre Italie du Sud), de la Belgique (Flandre au nord contre Wallonie au sud) ou de l'Espagne (avec la région de Catalogne dans le rôle du Nord). Dans ce nouveau paysage géopolitique et géo-économique, la Grèce est une nouvelle fois assimilée à un Orient qualifié de rétrograde bien que toujours fantasmé, alors qu'elle reste un pays du Sud avec toutes les caractéristiques comportementales et culturelles qui en découlent.

Et pourtant les statistiques démentent très souvent les représentations dominantes. Ainsi, selon les statistiques de l'OCDE¹⁴, les Grecs travaillent plus d'heures par an (2109) que d'autres Européens du Nord, par exemple les Allemands (1419) considérés dans l'imaginaire européen comme étant les travailleurs les plus acharnés¹⁵. À quoi les analystes objectent que ce n'est pas tant la quantité d'heures qui importe que la productivité du travail. Il s'agit de raisonnements révélateurs de toute une philosophie qui ne valorise pas le travail comme moyen d'épanouissement pour l'individu mais comme une fin en soi. Autre fantasme alimentant la rhétorique sur le Grec paresseux et responsable par conséquent du mauvais état des indicateurs financiers et économiques de son pays, l'âge peu élevé de la retraite. Là aussi, les données d'Eurostat¹⁶ invalident cette affirmation, démontrant que les Grecs partent à la retraite en moyenne à 61,7 ans, c'est-à-dire plus tard qu'en Allemagne ou en France par exemple.

Enfin, il est intéressant de remarquer au niveau des discours, que cette géographie imaginaire de la paresse, véhiculant l'image des habitants des pays de l'Europe du Sud comme profitant des richesses de l'Europe du Nord, n'est pas sans rappeler la stigmatisation des chômeurs ou d'autres bénéficiaires d'allocations sociales, traités d'assistés, selon l'expression consacrée par des représentants d'une certaine pensée néolibérale. Ces derniers écartent ainsi tout débat sur les origines sociales et politiques de ces inégalités et relations de dépendance.

Lecture historiciste et discours sur l'organisation de l'État

Dans une approche historiciste des origines de la crise grecque, un des éléments qui est le plus souvent mis en avant, est celui de l'incapacité de l'État grec à s'organiser de manière rationnelle¹⁷ et à

14 Voir pour les statistiques de l'OCDE au sujet de la moyenne des heures travaillées l'adresse suivante : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=ANHRS>

15 Sur les stéréotypes relatifs au travail des Européens voir les résultats de l'enquête menée par l'Institut américain Pew Research Center : <http://www.pewglobal.org/2012/05/29/european-unity-on-the-rocks/>

16 Voir le rapport de l'Eurostat sur la transition des femmes et des hommes de la vie active vers la retraite dans : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-07-097/FR/KS-SF-07-097-FR.PDF

17 Lors de ces dernières années, cet argument a été mobilisé dans une partie de la presse afin d'expliquer ce qui se passait en Grèce à au moins deux reprises : tout d'abord à propos du retard dans l'achèvement des travaux prévus pour les installations qui allaient accueillir les Jeux Olympiques de 2004 et ensuite quelques années plus tard en 2007 au moment des incendies désastreux de 2007 dans le Péloponnèse. Très peu nombreuses étaient les voix qui s'étaient levées en vue de commenter et soulever les dessous politiques de ces deux événements. En ce qui concerne les Jeux Olympiques, il s'agit de la complicité entre le gouvernement de l'époque et certains entrepreneurs dont les sociétés ont été favorisées par l'attribution tardive des contrats de construction et de réalisation des travaux, attribution tardive qui visait à contourner toute concurrence et qui, en multipliant le coût de la réalisation des travaux dans des délais restreints, allait augmenter les profits escomptés pour ces sociétés, tout cela au détriment du budget de l'État. Quant à la gestion des incendies en 2007, les médias avaient tendance à se focaliser sur le manque de coordination de différents services chargés de la gestion de cette situation de crise et non pas sur les accusations venant des syndicats des pompiers ou des gardiens forestiers, comme quoi malgré leurs avertissements successifs, le gouvernement de Nea Dimokratia

faire face aux phénomènes de corruption.

Cette corruption revêt plusieurs facettes : l'économie parallèle, la fraude fiscale, les commissions qui multiplient les prix des médicaments et d'autres matériaux fournis par des sociétés à des services et des organismes publics, la dilapidation ou la mauvaise gestion de l'argent public et notamment des fonds européens n'aboutissant pas forcément aux investissements pour lesquels ils étaient prévus. Au lieu d'examiner ces phénomènes sous le prisme de manque de volonté politique, les discours pointent très souvent l'incapacité d'un petit État ou d'un État récent n'ayant pas de tradition régaliennne, à imposer le droit et à faire respecter sa loi. D'autres petits États ou récemment fondés, comme la Finlande par exemple, pourraient invalider ce déterminisme historique. Pourtant, cette image des Grecs incapables de se gouverner eux-mêmes, renvoie à un scénario paternaliste déjà appliqué en Grèce au moment de la création du pays au début du XIX^e siècle et que l'on a vu se répéter à maintes reprises de la part des grandes puissances de cette époque, à l'égard des pays qu'elles voulaient contrôler politiquement ou exploiter économiquement.

Ce discours est doublé d'un débat sur l'héritage 'oriental' de ce pays, lié à sa période ottomane. La critique qui s'y profile, à l'instar des déclarations de Jean-Claude Juncker¹⁸, attribue les dysfonctionnements de l'administration publique ou l'état actuel de la situation économique en Grèce à son passé ottoman¹⁹. Il s'agit de l'expression de jugements négatifs sur la culture politique de l'Empire ottoman, alimentant une turco-phobie à peine déguisée chez les philhellènes nourris du culte de l'antiquité gréco-romaine. C'est aussi un discours adopté en général par les élites, en recherche de dédouanement, de tous les pays balkaniques, Grèce comprise.

En dehors des spéculations sur les origines/explications historiques de la corruption en Grèce, et mise à part la finalité de sa sur-médiatisation, à savoir une certaine volonté de réduire la crise dans ce pays à l'irresponsabilité voire l'immoralité de ses citoyens, dignes descendants dans l'imaginaire collectif du perfide ou rusé Ulysse, ce phénomène suscite également d'autres débats, notamment au sujet des acteurs impliqués. L'affaire Siemens en Grèce a par exemple démontré que le phénomène de la corruption a besoin de plusieurs complices pour s'épanouir. Cette société allemande, aurait essayé de gagner à sa cause les gouvernements grecs en vue d'obtenir des contrats très avantageux pour son compte, lui permettant de contrôler le secteur névralgique des télécommunications en Grèce.

À la lumière de cet exemple, peut-on toujours considérer la corruption que comme un produit d'exportation des pays au-dessus de toute suspicion, ou devrait-on plutôt l'étudier au sein d'un système de corruption mutuelle²⁰ ?

(droite) avait supprimé des postes et n'avait pas pourvu d'autres postes qui restaient vacants. Les raisons de nature idéologique, (moins d'État prôné par la doctrine néolibérale) ou les phénomènes d'imbrication entre partis politiques et intérêts économiques, avaient donc été occultés ou marginalisés, laissant place à des considérations sur l'incapacité éternelle d'un État jugé sous-développé.

18 Voir, « Euro group president blames ottoman heritage for Greek crisis », *Hürriyet Daily News*, 28 mai 2012.

19 Voir Caroline Fourest, « Les Grecs sont-ils des salauds ? », *Le Monde*, 17 septembre 2011. Dans cet article, la journaliste explique les phénomènes de fraude fiscale en Grèce en évoquant la méfiance face à toute sorte de tutelle administrative depuis l'époque ottomane. Ce disant, l'écrivaine ne fait que reprendre une des légendes les plus populaires de la mythologie nationaliste grecque (à côté de celle de l'école « cachée »). Les Grecs de nos jours sont censés ne pas avoir le sens civique du paiement des impôts par réaction vis-à-vis d'une oppression fiscale du temps de la période ottomane. Voilà un atavisme qui aurait la vie longue. Là-dessus, il faudrait rappeler que l'imposition fiscale dans l'Empire ottoman n'était pas plus lourde que celle d'autres royaumes ou empires de l'époque et il faudrait également souligner que les sultans avaient accordé des privilèges fiscaux à certaines régions de leur empire, dont une partie se trouve actuellement incluse dans les frontières de l'État grec. Il serait donc intéressant de voir si les habitants des régions ayant bénéficié de tels statuts, comme les Cyclades, les villages du Magne ou d'Epire, sont moins récalcitrants à la déclaration de leurs revenus car moins « traumatisés » par la fiscalité ottomane.

20 Pour cette notion de la corruption mutuelle, voir Achille Mbembe « Aucun État africain n'est à l'abri d'une dislocation », *Le Courrier International*, juillet 2012, n°1133, p.32. L'écrivain et historien camerounais l'utilise au sujet des interactions et complicités entre des élites africaines et des classes prédatrices francophones.

Toujours est-il, qu'au-delà des discours auxquels le débat sur la corruption donne lieu et indépendamment de sa nature, elle représente un véritable fléau pour l'économie et la société grecque. Quant à la fraude fiscale en particulier, elle est évaluée d'après Nikos Lekkas, directeur au service du contrôle des impôts (SDOE) à environ 12-15 % du PIB. Cela se traduit par 40-45 milliards d'euros chaque année. Selon lui, si l'État arrivait à encaisser la moitié de cette somme, le problème de la dette serait résolu²¹. De son côté, Théodoros Pangalos²², avec sa déclaration « Nous avons profité tous ensemble de l'agent gaspillé », mettait le doigt sur un autre aspect de la corruption, à savoir les relations clientélistes. Si tout le monde ou presque en Grèce est d'accord pour dénoncer les abus et excès dans l'administration des services publics et leurs tactiques de recrutement, l'aspect caricatural et réducteur des paroles de l'ex-ministre a été pour autant, vivement critiqué. Pangalos a beau ajouter que des incidents de petite corruption dans la vie de tous les jours auxquels sont protagonistes à des degrés variés les citoyens de la société grecque, valent la grande corruption pratiquée au niveau gouvernemental, cette équation avançant l'idée d'une responsabilité collective de la société grecque dans l'endettement du pays, a été jugée cynique. Selon ces critiques, elle ne vise qu'à occulter les responsabilités des gouvernements qui ont géré les finances publiques pendant les dernières décennies, tout en culpabilisant l'ensemble de la société.

Une lecture anti-militariste de l'endettement du pays...

Dans une lecture plurielle de l'étiologie de la dette, d'autres insistent sur la part démesurée des dépenses militaires dans le budget de l'État. Dans le sillage des rapports de force établis au temps de la question d'Orient, les pays issus de l'Empire ottoman ont été pendant longtemps considérés comme des débouchés potentiels des produits fabriqués par les sociétés industrielles des grandes puissances. Parmi ces produits les armements représentaient un des fleurons de ce commerce entraînant un déficit considérable de la balance commerciale des pays acheteurs. La Grèce et la Turquie figuraient et figurent toujours parmi les destinations privilégiées de ce commerce des armes. Des nationalistes des deux camps ont, dans leur rhétorique, représenté et désigné le pays voisin comme une menace potentielle et, au lieu de recourir aux instances internationales pour le règlement de leurs différends, ils ont préféré laisser se perpétuer ces questions litigieuses envenimant les relations bilatérales et aboutissant à des dépenses militaires extravagantes, au détriment d'investissements dans les domaines de la santé ou de l'éducation.

Pendant la décennie 2001-2011, la Grèce, avec un budget d'armement de 10,3 milliards de dollars, a été parmi les plus grands importateurs d'armes après la Chine (24 milliards), l'Inde (23 milliards), la Corée du Sud (12,6 milliards) et les Émirats Arabes Unis (10,9 milliards). Entre 2007-2011 et d'après les statistiques de l'Institut International d'Études pour la Paix de Stockholm (SIPRI), la Grèce a été le meilleur client des sociétés d'armement allemandes recevant 13 % de leurs exportations, et le deuxième client des sociétés françaises avec 10 %.

Tableau 3 : La part des différents pays dans les importations des armements en Grèce, 2002-2011

États-Unis d'Amérique	42,00%	
Allemagne	25,30%	
France	12,80%	
Pays-Bas	5,90%	
Italie	3,20%	

21 Voir l'entretien de Nikos Lekkas dans le journal *Die Welt* du 8 juin 2012 dans un article intitulé « Frau Lagarde hat ganz recht ». Pour un commentaire concernant les déclarations de Christine Lagarde sur la fraude fiscale en Grèce, voir Nicolas Pitsos, « Les Grecs sont-ils vraiment responsables de leurs difficultés ? », site d'information Atlantico, 30 mai 2012.

22 Ex-ministre (parti du PASOK) qui a siégé sans discontinuer au parlement depuis les années 1980.

Grande-Bretagne	2,60%	
Autres	8,30%	

Source : SIPRI

La Grèce consacre à ses dépenses militaires trois fois plus (l'équivalent de 7 % de son PIB) que la moyenne d'autres pays européens (2,2 % du PIB)²³. Si ce pays avait consacré à ses dépenses militaires, pendant les dix dernières années, autant que les autres pays membres de l'UE, il aurait économisé environ 150 milliards d'euros, presque la moitié de sa dette publique actuelle. Ces données n'ont pas échappé au député européen, Daniel Cohn-Bendit²⁴, qui a dénoncé l'hypocrisie des pays exigeant de l'État grec des restrictions budgétaires touchant les couches les plus fragiles ou fragilisées de la société, alors qu'en même temps ils continuent à lui proposer l'achat d'armes (et refusent l'annulation de commandes au nom des restrictions budgétaires). Certes, comme a rétorqué la chancelière allemande, personne n'a obligé l'État grec à se les procurer, mais d'autre part, aucun État n'a jamais voulu s'engager à protéger les frontières grecques en cas de conflit militaire. Selon l'économiste Angelos Philippidis, « si l'Allemagne est devenue la puissance économique que l'on connaît aujourd'hui, c'est en partie parce qu'elle n'a pas eu à se préoccuper de dépenses militaires »²⁵.

Les origines de la crise en Grèce étant débattues et les causes de l'ampleur de la dette grecque interprétées en fonction des sensibilités idéologiques de chacun, le sujet qui a suscité le plus de réactions par la suite, a été celui des remèdes appliqués par les gouvernements grecs afin de sortir de la crise. Avant de se pencher sur cette question, il serait intéressant de commenter un aphorisme qui a été largement diffusé dans l'espace public et qui affirme que 'nous avons tous une dette envers la Grèce'.

Cette phrase est surtout énoncée par des « philhellènes », qui se réfèrent à un pays qui aurait existé pendant une antiquité idéalisée. Ils établissent en même temps, un lien privilégié entre les habitants de la Grèce actuelle avec les objets ou concepts de leur idéalisation. Ce faisant, ils oublient que la Grèce est constituée ex-nihilo au XIX^e siècle comme le résultat des luttes pour la redistribution du pouvoir politique, économique et culturel à l'intérieur de l'Empire ottoman, mais aussi comme conséquence aux antagonismes géopolitiques contradictoires entre les Grandes Puissances de l'époque. D'autre part, ces renvois constants à un passé lointain, dénotent une incapacité ou un manque de volonté à considérer les citoyens grecs contemporains comme acteurs de leur propre histoire et non pas constamment renvoyés à un héritage dont ils ne sont ni les détenteurs exclusifs ni les héritiers privilégiés. De surcroît, l'association de tout événement de la Grèce actuelle à une référence à l'Antiquité, a déjà fait beaucoup de mal à ce pays, donnant aux uns (certains philhellènes) un prétexte pour déplorer l'écart entre leurs idoles sublimes de l'Antiquité et leurs indignes contemporains, aux autres (les nationalistes à l'intérieur du pays) une raison pour se comporter comme des enfants capricieux se croyant tout permis, au nom de ce qui se serait produit pendant l'Antiquité sur l'espace qu'ils habitent aujourd'hui. Ce nationalisme dans sa version la plus caricaturale va jusqu'à se réapproprier le discours romantique des philhellènes et clame à qui veut l'entendre que l'Europe doit à la Grèce ses Lumières ou je ne sais quelle autre vertu. Ces délires ne pouvant convaincre personne dans le monde, les gouvernements grecs ont dû chercher des solutions pour faire face à leur dette publique.

Le tonneau des Danaïdes ou le cas argentin

Une des premières réponses à la crise, adoptée par le gouvernement grec a été de s'adresser aux instances de l'Union Européenne et au FMI pour emprunter de l'argent. Cette pratique a été critiquée

23 ²³ Voir Helena Smith, "German 'hypocrisy' over Greek military spending has critics up in arms", *The Guardian*, 19 avril 2012.

24 Voir l'intervention de Daniel Cohn-Bendit le 5 mai 2010 devant le Parlement européen au sujet de ventes d'armes à la Grèce.

25 Voir, Helena Smith, "German 'hypocrisy' over Greek military spending has critics up in arms", *The Guardian*, 19 avril 2012.

par tous ceux qui évoquant le précédent argentin, ont voulu avertir les dirigeants grecs des retombées désastreuses pour l'économie et la société d'un pays, d'emprunts successifs pour une sortie de la crise. Que s'est-t-il passé en Argentine en 2000 ? Après avoir emprunté des fonds pour un total d'environ 50 milliards d'euros auprès du FMI, le pays s'était retrouvé dans une impasse, n'étant plus capable de les rembourser, alors que sa dette s'était considérablement alourdie par suite de ces emprunts et de leurs taux d'intérêt consécutifs. C'est le même cercle vicieux qui s'est reproduit en Grèce avec les mêmes résultats catastrophiques et une dette publique passant de 126,8 du PIB en 2009 à 161 % en 2012²⁶ (selon les estimations de l'Eurostat) et cela, malgré une restructuration partielle. Cette restructuration partielle a en plus décimé les caisses d'assurance (maladie-retraites) qui avaient placé une partie de leurs fonds d'épargne sur des obligations de la dette grecque²⁷.

**Tableau 4 : Sources de financement des plans de sauvetage
pour les pays de l'eurozone**

	FMI	Fonds Européen de stabilité financière	Prêts bilatéraux
Grèce, plan de sauvetage du 2 mai 2010 (110 milliards euros)	30		80
Irlande, plan de sauvetage du 29 novembre 2010 (85 milliards euros)	22,5	45	
Portugal, plan de sauvetage du 16 mai 2011 (78 milliards euros)	26	52	
Grèce, plan de sauvetage du 14 mars 2012 (130 milliards euros)	28		102

26 La dette publique grecque en 2012 étant évaluée à 361 milliards euros, les 247 milliards euros d'emprunts conclus par les gouvernements de Georges Papandréou et de Loukas Papadimos, représentent environ deux tiers de son ensemble.

27 C'est la deuxième fois après le scandale politico-financier de la Bourse en 2000 déclenché par l'explosion des bulles boursières, que ces caisses sont soumises à un pillage de leurs ressources. À cette époque leurs directeurs, nommés par les gouvernements successifs de PASOK et de la Nouvelle Démocratie, avaient décidé de placer une partie des cotisations des salariés et des retraités dans des valeurs boursières qui ont été artificiellement surévaluées avant de connaître une dégringolade subite et brutale. Autres institutions dont les intérêts n'ont pas été pris en compte lors de cette négociation pour la restructuration de la dette grecque : les Universités publiques, elles aussi ont placé une partie de leurs ressources sur des obligations de la dette grecque, leur indemnisation n'est pas prévue dans ce traité. Par contre, la restructuration de la dette grecque n'a porté de préjudice majeur ni aux États européens membres de la zone euro qui avaient prêté à la Grèce ni au FMI, car ceux-ci s'étaient déjà assurés les 73 milliards euros du premier plan de sauvetage pour la Grèce. Quant à la Banque Centrale Européenne, elle avait déjà en portefeuille 50 milliards euros d'obligations de la dette grecque.

Source : *La Repubblica*, 24 juillet 2012

En Grèce, les 137 milliards euros du deuxième emprunt (ou 'plan de sauvetage') sont destinés à 82 % aux banques : 48 milliards euros seront attribués aux banques grecques en vue de leur recapitalisation²⁸ et 36 milliards euros sont prévus pour la compensation des pertes des banques centrales nationales qui avaient dans leur portefeuille des obligations de la dette grecque²⁹. Selon Roberto Lavagna, ministre des finances argentin qui a sorti son pays de la crise en 2002, une des erreurs majeures de ces soi-disant plans de sauvetage, c'est qu'on préfère sauver les banques plutôt que d'injecter de l'argent à l'économie réelle³⁰. Comme aux États-Unis lors de la crise de 2008, l'État grec ou, plus concrètement, les majorités gouvernementales sur place, sont venus au secours du système financier, transposant aux contribuables le coût du sauvetage des banques grecques et étrangères, tout en acceptant en même temps, de s'endetter, pour y parvenir.

Les privatisations et l'expérience de la RDA

Le deuxième ingrédient de la recette néolibérale concoctée par le FMI et ses partenaires, pour la Grèce, est la mise en place d'un programme des privatisations massives. Il s'agit d'une pratique qui s'inscrit dans le sillage d'une politique néolibérale qui depuis les mandats de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan a contribué au démantèlement des services publics en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Parmi les sociétés candidates à la privatisation, figure la société des chemins de fer (TRAINOSE). À l'instar des projets de privatisation de la SNCF en France, là aussi seule la partie la plus rentable de l'entreprise, c'est-à-dire le secteur des transports, sera privatisée. Il s'agit d'une pratique, de nos jours, faisant la part belle aux mœurs d'une partie des entrepreneurs, qui souhaitent faire du profit, sans trop s'exposer à des risques, et tout en jouissant des investissements de l'État et de la contribution des citoyens à travers leur imposition fiscale pour la construction et l'entretien des infrastructures déjà établies, en l'occurrence du réseau ferroviaire. Selon les opposants³¹ à cette privatisation, un de ses dangers majeurs est de voir la suppression de tout trajet, jugé peu ou pas rentable. Les représentants de la gauche craignent que la mission actuelle d'un train appartenant aux services publics, à savoir desservir toute destination aussi peu rentable soit-elle, ne soit plus assuré par une société privée, pour qui seule le profit compte.

Afin de mener à bien son programme de privatisations, une organisation non-gouvernementale a déjà été constituée par le ministre des finances Giannis Stournaras et un des chantres de la doctrine néolibérale, l'ex-député de la droite, Stefanos Manos. Cette société intitulée « Fortune Immobilière de l'État et sa mise en valeur »³² ne peut que nous ramener à l'esprit la constitution d'une société équivalente en Allemagne de l'époque de la réunification. À cette occasion, des entrepreneurs venus de l'Allemagne de l'Ouest avaient rachetés à des prix modiques et très au-dessous de leur valeur réelle, des entreprises de l'Allemagne de l'Est³³, qu'ils ont par la suite supprimé, dans le seul but de se débarrasser de toute concurrence indésirable.

D'après les représentants des syndicats, ce qui s'est passé en 2001 avec la privatisation des chantiers navals de Skaramanga, près d'Eleusis, n'est qu'un signe prémonitoire du destin réservé aux

28 Ces banques avaient placé 55 milliards euros dans les obligations de la dette grecque. Pour plus de détails, voir Leonidas Vatikiotis, « Un traité d'emprunt synonyme de sujétion », *Prin*, 26 mars 2012.

29 Les trente derniers milliards euros de ce deuxième emprunt sont réservés aux créanciers privés de l'État grec.

30 Voir entretien de Roberto Lavagna, dans le journal *Libération* du 22 février 2012.

31 Voir les réactions de la première secrétaire du Parti Communiste de Grèce, Aleka Pappariga dans l'article, « Les chemins de fer doivent rester publics », *Rizospastis*, 7 juillet 2012.

32 ³² En grec : Κρατική Ακίνητη Περιουσία και Αξιοποίηση (ΚΑΠΠΙΑ).

33 Entre 1991 et 1993 la valeur de l'industrie étatique de l'Allemagne de l'Est variaient entre 200 et 600 milliards de marks de l'époque. La société qui fut établie afin de privatiser toutes ces structures (Treuhend) ne put encaisser que 44 milliards de marks suite à cette liquidation.

services publics privatisés. Un des syndicalistes de cette entreprise, B. Tsibidis³⁴ témoigne que la société allemande HDW/Ferrosstar qui a pris le contrôle de 75% de la valeur boursière de ces chantiers, au prix de 1,5 milliards d'euros, a encaissé dans la première semaine 4 milliards d'euros issus des avances de paiement pour la réalisation de contrats. Quelque temps plus tard, cette société a commencé à supprimer des postes et des unités de fabrication ou de réparation, au profit d'une de ses annexes en Allemagne directement concurrencée par les chantiers de Skaramanga.

En dehors du caractère contestable des privatisations des services publics, le gouvernement étudie également des concessions à des sociétés privées de la gestion de différentes infrastructures jusque-là considérées comme de services publics (ports, aéroports périphériques, autoroutes).

Le statut d'extraterritorialité

Dans cet esprit, au début de la crise et alors que son caractère systémique n'a pas encore été complètement révélé, des suggestions sous forme de plaisanteries ont été adressées au gouvernement grec, comme de vendre quelques-unes de ses îles afin de faire face à son problème de dette. Ces commentaires diffusés notamment à travers des sources allemandes, peuvent difficilement passer pour des plaisanteries, surtout quand on connaît le rôle de l'État allemand dans la Question d'Orient et sa politique, jamais encore réellement démentie, basée sur le *Drang nach Osten* (expansion économique, politique et culturelle vers l'Est et le Sud-Est européen).

D'autre part, si la question de la vente d'îles relevait plutôt de la sphère de souhait ou de la plaisanterie douteuse, des propositions de la part des sociétés privées grecques ou étrangères, exigeant pour investir dans le pays, l'application d'un statut particulier extra-communautaire, étaient explicitement formulées³⁵. On a également assisté au réveil d'imaginaires séculaires et à la confrontation des différentes sensibilités idéologiques. Dans un premier temps, et alors que des sociétés chinoises obtenaient le statut d'extraterritorialité pour leurs activités économiques dans le port du Pirée, la presse en France³⁶ et ailleurs en Europe a été submergée d'articles dénonçant ces pratiques. Quand des exigences similaires ont été avancées quelque temps après par des sociétés allemandes, celles-ci n'ont pas suscité autant des commentaires alarmistes de la part de tous ceux qui avaient versé des larmes sur le sort des enfants du Pirée tombés entre les mains des capitalistes chinois. C'est la démonstration, me semble-t-il, de deux phénomènes étroitement imbriqués et qui remontent au même contexte historique, celui du XIX^e siècle, qui a consacré les grandes puissances européennes dans le rôle des pays colonisateurs. À cette époque, face à la montée de la puissance japonaise mais aussi pour justifier/légitimer leur intervention dans la vie politique des pays de l'Extrême-Orient, des théoriciens racistes/protectionnistes originaires des grandes puissances européennes avaient inventé le concept du péril jaune. De nos jours, ce discours raciste du XIX^e siècle est ravivé, au moment où la suprématie économique et l'hégémonie politique des puissances dites 'occidentales' est menacée par un pays comme la Chine. Des sociétés ex-impérialistes et colonialistes européennes ont en quelque sorte du mal à accepter le renversement d'un équilibre mondial qui pendant très longtemps leur était favorable et a permis leur prospérité. Les statuts d'extraterritorialité imposés dans la plupart des cas par la force (diplomatique ou militaire) tout au long du XIX^e siècle par des puissances européennes à des pays

34 Voir K. Zagaras., «Skaramangas : Dédain et liquidation au plus grand chantier naval de la Méditerranée orientale », *Avgi*, 19 juin 2011.

35 Il s'agit des régions dénommées zones économiques spéciales (ειδικές οικονομικές ζώνες, en grec). Leurs chantres, recrutés surtout parmi les adeptes de la doctrine néolibérale, y voient un moyen susceptible de créer des conditions favorables aux investissements, sensés alimenter par la suite la croissance et engendrer des postes de travail. Au contraire, les sympathisants des partis de gauche et des mouvements écologiques, dénoncent des tentatives de la part des sociétés privées grecques ou étrangères, de contourner des normes européennes régissant le droit du travail et la protection de l'environnement, n'ayant comme but ultime que la multiplication des profits des capitaux investis et cela au détriment des conditions de travail et des besoins de l'écosystème.

36 ³⁶ Voir, Mari Bordet, « La Chine rachète l'Europe », *Le Point*, 22 septembre 2011. Un article riche en informations concernant les activités d'investissement chinois en Europe, mais où l'auteur pose également la question rhétorique de si devrait-on avoir peur des Chinois ?

d'autres continents, sont jugés inacceptables quand elles sont revendiquées par des sociétés chinoises.

Là-dessus, il conviendrait de faire la part entre des critiques chauvines du statut d'extraterritorialité, et des objections issues d'une pensée socialiste se souciant prioritairement des questions de conditions du travail dans ces régions et pour qui, allemandes, grecques ou chinoises, ces concessions sont inadmissibles dès que les principes du droit du travail (encore faudrait-il savoir de quel droit du travail il s'agit) ou le respect des normes environnementales ne sont pas pris en compte.

Diminution et suppression des dépenses sociales, des retraites, des salaires

Le dernier ingrédient de la 'recette néolibérale' pour la sortie de la crise, utilisé par les gouvernements grecs depuis 2009, et qui a été fortement lui aussi dénoncé par les partis de gauche³⁷, est celui de la diminution ou suppression de dépenses sociales, des retraites et des salaires³⁸. L'argent ainsi économisé est destiné à garantir prioritairement les intérêts des créanciers de l'État grec, déplorent ceux qui s'opposent à ces pratiques³⁹. D'autre part, ces mesures d'austérité conduisent à une récession économique⁴⁰. Quand on diminue l'argent qu'on donne aux gens sous forme de salaires, retraites ou aides publiques, alors qu'en même temps le coût de vie reste le même, cela a une retombée directe sur leur pouvoir d'achat⁴¹ susceptible de se refléter sur la consommation. Le ralentissement de la consommation dans des économies dont elle constitue un des piliers majeurs de la croissance, engendre de la récession. Quand le PIB baisse à un rythme plus rapide que la diminution de la dette, celle-ci en pourcentage du PIB s'accroît automatiquement, ce qui rend un pays encore plus vulnérable aux appétits des spéculateurs et autres dérégulateurs des marchés, à l'affût de tout indice économique jugé alarmant. En même temps, la réduction des revenus des citoyens entraîne une baisse des recettes fiscales de l'État⁴², indépendante ou parallèle au phénomène de la fraude. Cette tendance a des retombées sur le déficit public et se répercute plus ou moins directement sur l'évolution de la dette, car le gouvernement a besoin d'emprunter de l'argent pour équilibrer son budget. Des voix s'élèvent au sein de la société grecque pour dénoncer l'absurdité des mesures appliquées par les gouvernements successifs depuis 2009 et présentent comme modèle alternatif pour la gestion de la crise, le cas islandais, un pays dont le

37 Cette politique d'austérité a été institutionnalisée à l'échelle européenne par un traité désigné sous le terme de Pacte budgétaire. Celui-ci impose aux pays signataires le respect d'une règle d'or, c'est-à-dire des budgets quasi-équilibrés avec des sanctions prévues pour les pays réfractaires. Les conséquences de la ratification d'un tel traité, hypothéquant à leur insu l'avenir des générations futures des citoyens européens, sont surtout sensibles dans le domaine du démantèlement des droits sociaux et des services publics, les premiers voire même les seuls sacrifiés sur l'autel de cette règle d'or. Pour plus de détails voir un rapport rédigé par le collectif pour l'audit citoyen de la dette publique sur l'adresse : <http://www.audit-citoyen.org/?p=2341>.

38 Il faudrait à ce point noter que ce modèle d'austérité si fortement appuyé par le gouvernement allemand actuel, a été déjà appliqué en Allemagne depuis les derniers gouvernements des social-démocrates et relayé par leurs successeurs du parti conservateur d'Angela Merkel (CDU). Les résultats d'une telle politique ont été le démantèlement progressif des acquis du droit du travail de l'après Seconde Guerre mondiale ainsi qu'une restriction des dépenses sociales au nom de la compétitivité de l'économie allemande.

39 Panagiotis Lafazanis, « Le nouveau mémorandum constitue une capitulation absolue aux conditions de nos créanciers », Avgi, 13 février 2012.

40 Ce qui au passage est susceptible de produire une hausse relative de la dette publique en termes de pourcentage du PIB, dans le cas où celui-ci décroît plus rapidement que la diminution de la dette.

41 Ce pouvoir d'achat a été davantage limité en raison de taxes et impôts supplémentaires, frappant les couches de la population (salariés, retraités) qui étaient déjà largement imposées et moins capables de se prêter à des pratiques de fraude fiscale.

42 Le revenu imposable diminue. Les responsables de la Troïka en collaboration avec les gouvernements grecs depuis 2009, ont pris en compte cette évolution. Afin de pallier à une diminution des recettes fiscales consécutive à la réduction

drastique des revenus imposables d'une grande partie des citoyens imposés, ils ont soit établi de nouveaux impôts directs ou indirects, soit augmenté ceux déjà existants. Dans un contexte économique dans lequel rien n'a été fait pour la maîtrise ou la diminution du coût de vie, la réduction des revenus associée à la suppression de subventions sociales et à l'augmentation d'impôts, ont fortement diminué le pouvoir d'achat des citoyens grecs, notamment de ceux appartenant aux catégories socioéconomiques les plus défavorisées de la société grecque.

système bancaire a été bouleversé par la crise financière internationale, mais dont le gouvernement a su maintenir les dépenses sociales à un niveau élevé, 41 % de son PIB pour 2011. Cette décision aurait privé la société islandaise d'une tragédie humanitaire.

Conséquences sur la société

Au contraire, selon ses détracteurs, les politiques proposées par la Troïka, finissent par sacrifier les existences humaines sur l'autel des indicateurs économiques vénérés par les marchés financiers. Pour justifier leurs arguments, ils se réfèrent aux résultats d'enquêtes effectuées par des chercheurs dans les domaines de la santé publique et de la médecine sociale. D'après l'une d'elles, couramment citée et effectuée par des chercheurs des Universités de Cambridge et de Yale, les pays post-communistes qui ont reçu des prêts de la part du FMI entre 1989 et 2005, ont enregistré une croissance de 16 % dans les décès par tuberculose⁴³ et la baisse de l'espérance de vie. Des études récentes ont démontré que pendant la crise économique en Asie du Sud-Est, les conséquences sur la santé publique étaient moins désastreuses pour les pays qui ont renoncé aux plans de sauvetage du FMI par comparaison à ceux qui les ont acceptés et appliqués⁴⁴. Ce phénomène est en partie expliqué par les pratiques de commercialisation et privatisation des services de santé dictées par les sages du FMI au moment où les populations en période de crise économique ont besoin de pouvoir avoir recours à des soins gratuits et aux services d'un système de santé public.

Les résultats de ces enquêtes se vérifient aussi dans le cas de la Grèce. Suite aux restrictions budgétaires exigées par la Troïka et réduisant davantage la part accordée à l'éducation ou à la santé, on enregistre 40 % de plus de suicides en 2011 par rapport à l'année précédente, ainsi qu'un démantèlement des structures d'accueil pour les toxicomanes⁴⁵. En même temps, les statistiques relatent une croissance de 25 % des sans domicile entre 2009 et 2011, alors que 68 % de la population vit au dessous du seuil de la pauvreté selon un rapport de la Commission Européenne (c'est-à-dire, avec un revenu au dessous du 60 % de la moyenne du revenu national).

Autre conséquence sur la société grecque de ces mesures d'austérité et de la récession qui s'ensuit, la multiplication par trois du taux de chômage en quatre ans. Il était aux alentours de 8 %-9 % au début de la crise en 2008, il est estimé actuellement à 24 %, résultant en grande partie des modifications dans le droit du travail, favorisant désormais les conditions de licenciements. Cette évolution, est déplorée et dénoncée comme une déréglementation du droit du travail par les syndicats et les partis de gauche, accueillie comme une nouvelle de libéralisation de ce droit par les patrons et les chantres de la doctrine néolibérale. Par contre, toutes les analyses mettent en avant un des phénomènes incontestablement liés à l'explosion du chômage, le renouveau de l'émigration. Selon un rapport du Service fédéral des Statistiques en Allemagne⁴⁶, rien qu'en 2011, 23 000 Grecs sont partis chercher un emploi en Allemagne, c'est-à-dire 11 000 de plus qu'en 2010. Le scénario migratoire des années 1950 semble se reproduire, si ce n'est que ceux et celles qui émigrent ont un profil socioprofessionnel différent, plus diplômés en général que leurs parents ou grands-parents qui travaillaient surtout en tant qu'ouvriers non-qualifiés.

Déficit démocratique et le spectre de la République de Weimar

À côté de cette tragédie humanitaire⁴⁷ on retrouve une autre victime de la gestion de la crise, le régime démocratique qui a subi plusieurs coups durs. Tout d'abord, le rejet du référendum proposé par le premier ministre grec Georges Papandréou. Au-delà de toute arrière pensée du premier ministre grec

43 David Ducketler, Lawrence P. King, Sanjay Basu, « International Monetary Fund Programs and Tuberculosis Outcomes in Post-Communist countries », *PLOS Medicine*, juillet 2008.

44 Voir, David Stuckler, Sanjay Basu, Martin McKee, « International Monetary Fund and aid displacement », *International Journal of Health Services*, 2011, 41(1), p.67-76.

45 Pour les conséquences sur la santé publique des mesures d'austérité appliqués par le gouvernement grec depuis 2009, voir Alexander Kentikelenis, Marina Karanikolos, Irene Papanicolas, Sanjay Basu, Martin McKee, David Stuckler, "Health effects of financial crisis: omens of a Greek tragedy", *The Lancet*, 2011, 378, p.1457-58.

46 Voir Petros Pitsinis, « Résurgence de vagues d'émigration des années 1960 », *Ta Nea*, 17 mai 2012.

47 Voir Dina Karatziou, « Société en crise humanitaire », *Kyriakatiki Eleftherotyia*, 24 juillet 2011.

et indépendamment de la pertinence de la période choisie, le rejet violent de cet outil et moyen d'expression démocratique, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la scène politique grecque, a été révélateur d'un certain état d'esprit dominant dans une partie des dirigeants européens. Il s'agit clairement d'une réaction de mépris de la part de certaines élites politiques, mettant en doute la capacité des citoyens à raisonner et à décider par eux-mêmes, sur des enjeux qui les concernent directement. On retrouve ici, l'idée selon laquelle les enjeux des décisions hypothéquant l'avenir de plusieurs générations et le présent de toute une société, ne peuvent pas être perçus à leur juste dimension par les citoyens. On considère ainsi que seuls les dirigeants élus et parfois même des experts, les fameux technocrates, en sont capables. Ces derniers sont même considérés comme étant au-dessus de toute considération politique et de tout conflit d'intérêts susceptible d'influencer leurs décisions. C'est bien évidemment un leurre, car aussi bien Loukas Papadimos, le premier ministre grec que son homologue italien Mario Monti, avant d'être nommés à cette haute fonction, avaient tous deux assumé des responsabilités au sein d'établissements bancaires⁴⁸. D'autre part, leurs sensibilités et affinités idéologiques étaient plutôt marquées à droite. Pour les tenants du néolibéralisme et les partisans d'un marché financier omnipotent et autorégulé, le processus démocratique de l'élection d'un gouvernement semble être une démarche superflue, voire même dangereuse, pour ce qu'ils appellent la stabilité des marchés. Les marchés sont érigés au statut d'entités intouchables auxquelles la praxis politique est désormais subordonnée, sinon façonnée selon leurs desideratas.

Dans ce nouveau paysage politique, marqué par l'omniprésence des marchés dans les discours et les pratiques des politiques, quand la date des élections est enfin proclamée, les citoyens doivent être correctement conditionnés afin de faire le « bon » choix, celui conforme à une politique néolibérale, présentée comme la seule capable de gérer la crise. À cette fin, tous les moyens sont bons, et avant tout, la terreur médiatique visant à intimider les citoyens osant penser autrement. C'est exactement ce qui s'est passé en Grèce à la veille des dernières élections quand dans leur quasi majorité les médias (à l'intérieur⁴⁹ mais aussi certains à l'extérieur du pays⁵⁰) se sont adonnés à une propagande acharnée contre le parti de gauche plurielle et radicale, le Syriza, désinformant les citoyens sur ses positions et les menaçant de l'avènement de situations chaotiques, voire catastrophiques, si jamais cette formation politique arrivait au pouvoir. L'autre phénomène creusant davantage le déficit démocratique dans la société grecque, depuis le début de la crise, est l'exacerbation des discours racistes, stigmatisant des catégories entières de la population, notamment les immigrés. Ces discours énoncés par des membres ou des ministres du gouvernement, ont favorisé une analyse de la crise à travers un discours d'extrême-droite, plaçant les immigrés en position de boucs émissaires et les incriminant pour tous les maux de la société grecque. La diffusion de tels raisonnements racistes a préparé le terrain de l'entrée d'un parti néo-nazi au Parlement grec après les élections de mai 2012. La montée de sa force électorale, en même temps que celle du parti de la gauche radicale (Syriza) ont suscité des débats sur la similitude du paysage

48 Par un heureux hasard, Loukas Papadimos, gouverneur de la Banque de Grèce de 1994 à 2002, a été vice-président de la BCE entre 2002 et 2010 -donc aux commandes lors des manipulations des comptes publics grecs conseillées d'ailleurs par Goldman-Sachs, Mario Monti, actuel président du conseil italien a été consultant chez Goldman-Sachs, Mario Draghi, actuel président de la BCE, a été vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe entre 2002 et 2005.

49 L'appui de ces médias pour les deux partis qui se sont alternés au pouvoir (PASOK et Nea Dimokratia) les trente dernières années, révèle encore une fois à quel point ce qu'on appelle 'diaplekomena simferonta', les 'intérêts imbriqués', portent préjudice au fonctionnement du régime démocratique en Grèce et partout où ils se manifestent. Ce phénomène de 'diaplekomena simferonta' renvoie aux relations très étroites entre les gouvernements et des sociétés privées. Les propriétaires de celles-ci détiennent très souvent un ou plusieurs médias et marchandent leur appui à tel ou tel autre parti politique en fonction de leurs intérêts. D'autre part, les deux partis politiques dominants le paysage politique en Grèce pendant les trente dernières années ont tout fait pour faciliter voire favoriser les activités économiques de ces sociétés en échange d'un soutien médiatique escompté pour leurs services. Quelques manifestations éloquentes de ce phénomène d'imbrication entre partis politiques, médias et sociétés privées dans le domaine économique ou celui des finances, sont le régime de Berlusconi en Italie, mais également ce qui se passe aux Etats-Unis, avec le système des sponsors privés pour le financement des campagnes des deux grands partis politiques et les relations de dépendance qui s'ensuivent.

50 Voir la Une de la version allemande des *Financial Times* du 15 juin 2012, avec comme intitulé 'Resist the demagogue'. Le démagogue en question est le président du parti Syriza, Alexis Tsipras, tandis que dans l'éditorial du journal, les électeurs grecs sont appelés à ne pas voter pour lui.

sociopolitique grec de nos jours avec celui, en Allemagne, de la République de Weimar pendant l'entre-deux-guerres. À cette époque, en période de situation socioéconomique tendue, le parti nazi avait réussi à s'accaparer le pouvoir. Or, jusqu'à nos jours, on retrouve deux approches idéologiquement différentes, tentant d'expliquer les raisons cachées de ce phénomène. Selon la première, le parti nazi aurait bénéficié d'une radicalisation des luttes entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche au sein de la société allemande d'après la Grande Guerre. Selon la deuxième approche, c'est la complicité des partis dits 'modérés' qui, dans leur volonté de supprimer toute alternative politique de gauche pour la sortie de la crise, auraient favorisé la montée de Hitler au pouvoir. Les discours qui mettent en parallèle la situation en Grèce de nos jours et celle de la République de Weimar, reproduisent les enjeux idéologiques de ces deux approches. Pour les partis de gauche, ce parallèle est surtout utilisé pour dénoncer les pratiques violentes des néo-nazis grecs ainsi qu'une forme de tolérance des autorités à leur égard. Les représentants des partis du centre et de droite, privilégient la première approche idéologique de la fin de la République de Weimar, diffusant l'amalgame entre gauche radicale et extrême-droite⁵¹.

Enfin, une manifestation supplémentaire de ce déficit démocratique renvoie au piétinement de tout principe constitutionnel au nom de la gestion néolibérale de la crise imposée par les représentants de la Troïka en Grèce et dans d'autres pays. Ainsi, au mois de juillet 2012, une décision du Tribunal d'instance d'Athènes⁵², déclarait anticonstitutionnelles et non-conformes à la Convention Européenne des droits de l'homme, les lois promulguant les réductions des rémunérations dans le secteur public dans le cadre des mémorandums signés par le gouvernement grec pour rassurer les représentants de la Troïka. D'après la décision de ce Tribunal, les mesures concernant les salaires des fonctionnaires du secteur public, portent atteinte à l'esprit des conventions collectives et constituent des violations des droits 22 et 23 de la Constitution. De surcroît, ces réductions arbitraires des salaires s'inscrivent dans un contexte qui n'a pas donné lieu à la promulgation de décrets préconisant la diminution des prix ou des impôts. Autre principe constitutionnel bafoué selon cette décision juridique, celui de la proportionnalité dans l'application de ces mesures, car les réductions prévues pour les fonctionnaires ne distinguent pas entre les mieux et les moins bien rémunérés.

D'autre part, à propos des traités stipulant les conditions des prêts accordés à l'État grec de la part de la Troïka, nombreuses ont été les voix qui se sont élevées pour dénoncer le manque de transparence dans les négociations ainsi qu'une information défailante sur leurs clauses. Une des clauses jugées par leurs détracteurs comme à la fois antidémocratique et mettant en danger la souveraineté nationale, est celle stipulant que désormais tous les différends entre les détenteurs institutionnels ou privés des obligations de la dette grecque, seront soumis au droit anglais et jugés devant les instances du Grand Duché du Luxembourg. Une des conséquences les plus redoutables et redoutées de cette clause, c'est que désormais l'État grec ne dispose plus de marges de manœuvre importantes afin de pouvoir renégocier à l'avenir les conditions de l'émission de ses obligations de dette. En plus, et suite à d'autres clauses incluses dans ce traité, en cas de cessation de paiements, ses créanciers pourront poursuivre l'État grec auprès de ces instances juridiques afin de réclamer le remboursement de leurs prêts⁵³. Autre clause considérée comme scandaleuse par tous ceux qui s'opposent à ces traités d'emprunt, est celle préconisant le remboursement prioritaire des créanciers de l'État grec et cela au détriment de sa cohésion sociale ou de l'intérêt public. Dans ce contexte, le comité pour l'audit de la dette grecque⁵⁴, ainsi que

51 Sur cet amalgame, voir Vicky Skoumbi, « En Grèce, la théorie des deux extrêmes », *Libération*, 22 mai 2012.

52 Voir, « Les lois d'application du Mémorandum sont anticonstitutionnelles »,

Avgi, 3 juillet 2012.

53 Dans cette perspective, des investisseurs passés maîtres dans l'art de la spéculation, essayent de profiter de la situation difficile des pays au bord de la faillite, achètent des obligations de leur dette à des prix très bas par rapport à leur valeur initiale et exigent par la suite leur remboursement immédiat ainsi que de leurs taux d'intérêts... Sur l'action de ces investissements et placements financiers connus sous le nom de fonds vautours, voir Nick Dearden, « Greece : here come the vulture funds », *The Guardian*, 17 mai 2012.

54 Une des expériences les plus récentes et réussies dans ce domaine a été celle en Équateur sous la présidence de Rafael Correa. Celui-ci a pris la décision en 2007 d'organiser une commission pour l'audit de la dette. Suite à la publication du rapport de cette commission une partie de la dette contractée sous les gouvernements de ce pays entre 1976 et 2006 a été jugé illégitime. Ce rapport a aussi jugé comme illégitime le transfert sous la

des organisations comme la CADMT (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde) se battent pour faire reconnaître comme odieuse une partie de la dette contractée suite à ces traités, notamment celle liée aux deux emprunts baptisés plans de sauvetage accompagnés de programmes d'austérité qui menacent d'effondrement les piliers fondamentaux sur lesquels repose le fonctionnement démocratique d'une société censée être régie par les principes de la déclaration universelle des droits de l'être humain.

Le déficit de solidarité entre pays membres de l'Union Européenne

En dehors du déficit démocratique, un autre déficit, celui des relations entre les différents membres de l'Union Européenne et plus particulièrement de la zone euro, a résulté des discours et des pratiques autour de la crise grecque. Lors des négociations pour les plans de sauvetage de la Grèce, le gouvernement allemand s'est montré particulièrement réticent à donner son accord, laissant pendant longtemps le pays à la merci des lubies des marchés qui, tant qu'ils ne voyaient pas de signes forts de la part de la zone euro, signifiaient qu'elle était prête à secourir l'État grec dans la gestion de sa dette, continuaient à spéculer. Le gouvernement allemand dans des discours à connotations religieuses, parlait de punir les membres qui avaient « pêché », prévenant que leur sauvetage serait douloureux pour servir d'exemple. Mise à part le manque de discipline dans la gestion des finances publiques, discipline au sens défini par le gouvernement néolibéral de Berlin, les Grecs auraient également pêché aux yeux de la chancellerie allemande et d'autres membres de son gouvernement, parce qu'ils auraient menti. La représentation du Grec menteur refait surface. La découverte de statistiques truquées sur les déficits publics, présentées par le gouvernement grec aux instances de l'Union Européenne, aurait servi de déclencheur à la rediffusion de cette représentation. La phrase « le gouvernement grec a triché », a très vite donné lieu à l'énoncé suivant : « les Grecs sont des menteurs ». Certes, le gouvernement grec, grâce aux produits que des institutions financières avaient mis à sa disposition, a manipulé ses comptes publics⁵⁵. De là à appliquer à l'ensemble d'une société, le qualificatif de menteur, il y a un écart considérable. Pourtant, ce glissement sémantique est révélateur de la persistance d'un stéréotype qui a traversé les siècles. Déjà, dans ses recherches sur le Moyen-âge, Michel Ballard met en évidence l'emploi du terme menteur pour qualifier les sujets de l'Empire romain d'Orient (plus couramment connu sous le nom d'Empire Byzantin), désignés comme Grecs par leurs voisins en Europe de l'Ouest.

Soucieux de ne plus être bernés par des Grecs menteurs, leurs partenaires européens, le gouvernement allemand en tête, exigent de leurs représentants politiques des engagements écrits, comme condition préalable à l'attribution des prêts. Là-dessus et en réaction aux leçons de morale données par Angela Merkel et à l'intransigeance de son gouvernement au sujet de la gestion de la crise de la dette, des voix s'élèvent en Grèce⁵⁶ en vue de ramener à l'ordre du jour la question du versement des indemnités allemandes⁵⁷. Cette question remonte à la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand la question des dédommagements et des réparations à des pays occupés par l'armée allemande se pose. À

pression du FMI, d'une partie des dettes privées sur la dette publique entre 1983 et 1984. Ce transfert équivaldrait dans le cas grec à l'intervention des gouvernements de ce pays afin de sauver des banques privées de la faillite.

55 Grâce à ces produits financiers, la Grèce aurait décalé de manière artificielle le paiement d'une partie des intérêts de sa dette.

56 Parmi ces voix, il faudrait distinguer celle de Manolis Glezos, résistant pendant l'Occupation allemande, actuellement député avec le parti de Syriza et qui a pendant toute sa vie milité pour cette cause.

57 ⁵⁷ Ces indemnités allemandes concernent le remboursement du prêt forcé, c'est-à-dire de l'argent que la Banque Centrale de Grèce a été forcée de prêter aux nazis pendant la période de l'Occupation, et la réparation des dommages provoqués par les troupes allemandes d'occupation sur l'infrastructure économique du pays. Les estimations de ces sommes varient entre 54 et 81 milliards d'euros pour le prêt, et 108 milliards d'euros pour les dommages. Jusqu'à nos jours, l'Allemagne n'a dédommagé qu'une seule fois la Grèce, au temps de la République fédérale, en 1960 en lui versant la somme équivalente de 58 millions

d'euros dans le cadre d'un accord global. Sur le prêt forcé, voir Mark Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler*, 1941-44, Paris, les Belles Lettres, 2002 (traduit par Charalampos Orfanos). Pour les indemnités allemandes, voir Soren Seelow, « L'Allemagne a-t-elle une dette de guerre envers la Grèce ? », *Le Monde*, 17 février 2012, et l'article de Yasmin El-Sharif, « "Au XX^e siècle, Berlin a été le roi de la dette" Le Courrier International, 30 juin 2011, qui relate le point de vue d'Albrecht Ritschl, historien de l'économie et spécialiste de la question.

cette époque, les États-Unis ne veulent pas répéter les erreurs de la Première Guerre Mondiale et agenouiller économiquement l'Allemagne, d'autant plus qu'ils ont besoin de la République fédérale, face à ce qu'ils perçoivent comme la menace communiste. Ils incitent donc leurs alliés à repousser leurs revendications de réparations à une date ultérieure et à l'occasion d'une éventuelle réunification du pays. En échange, les gouvernements américains adressent à ses alliés les aides du plan Marshall. Ainsi, lors du traité de Londres en 1953 qui fixe le montant des dettes extérieures contractées par l'Allemagne entre 1919 et 1945, elles sont réduites de moitié. Tout remboursement éventuel, lié à l'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale a ainsi été repoussé à un 'traité de paix' dans le cadre de la réunification du pays. Lors du traité de Moscou en 1990 qui entérine cette réunification, le chancelier Helmut Kohl réussit à contourner la question des indemnités allemandes, obtenant que la mention de traité de paix n'y figure pas. Ce traité ayant été signé et approuvé par l'État grec, il a perdu selon les représentants du gouvernement allemand, toute légitimité à revendiquer des réparations.

Certes, la réactivation de cette question en Grèce en temps de crise, pourrait être taxée d'opportuniste, cachant à peine, une volonté d'instrumentaliser la mémoire des victimes en vue d'obtenir des compensations financières et conduisant à la résurgence de réflexes germanophobes auprès de la société grecque. Pourtant, ces initiatives pourraient aussi être motivées par un sentiment d'indignation envers ce qui est perçu comme l'arrogance d'un gouvernement allemand soucieux de se présenter comme exemplaire dans le domaine du droit international et de l'engagement de ses promesses, oubliant qu'un de ses prédécesseurs a tout fait pour renvoyer aux calendes grecques une question douloureuse et épineuse, cela avec l'indulgence des autres gouvernements européens qui n'ont pas voulu se montrer rancuniers et qui ont préféré mettre en avant l'idée d'une solidarité européenne.

Toujours dans la perspective d'une balance de la solidarité au sein de l'Union Européenne et la zone euro, un autre débat se profile, celui qui agite les passions politiques sur la question de l'émission d'euro-obligations (eurobonds en anglais) censées être mises en place à travers le Fonds Européen de stabilité financière (FESF), la Banque européenne d'investissement ou la Banque Centrale Européenne. Ces euro-obligations permettraient à tous les États-membres de la zone euro, d'emprunter à des taux uniques, les mettant, a priori, à l'abri des appétits spéculatifs des marchés. Ainsi pourrait-on, déclarent le partisans de cette initiative, lutter contre une inégalité flagrante au sein de la zone euro, entre des États comme l'Allemagne capables d'emprunter auprès des marchés à des taux relativement bas et ceux dont l'emprunt est soumis à des taux exorbitants. Devant une telle perspective, mutualisation de la dette, les gouvernements jouissant des taux d'intérêt faibles pour leurs emprunts réagissent de manière négative à une telle perspective, car ils refusent de prendre le risque de voir leurs taux d'intérêt augmenter. En revanche, des pays empruntant à des taux élevés se disent en général favorables à une telle perspective. Derrière un tel dilemme deux conceptions divergentes de l'Union Européenne sont en jeu : selon une première version, l'Union se présente comme une addition de pays antagonistes. À cette version s'opposerait une approche en termes de fédération d'États fonctionnant comme le modèle suisse ou américain et dans lequel, il serait inconcevable qu'un État puisse emprunter à des taux préférentiels et prêter ou accepter que les marchés empruntent, à son voisin à des taux prohibitifs.

Cette idée de solidarité, avec toute sa connotation morale, pose la question de la direction, de l'orientation de la construction européenne. Deux grandes visions se sont plus ou moins explicitement confrontées à l'occasion de cette crise. Celle prônée par les souverainistes qui ne souhaitent pas une intégration européenne plus profonde, et celle envisagée par les fédéralistes qui voudraient mettre en place une union politique et économique sur les bases d'une fédération. Si la crise que traverse actuellement la zone euro a suscité des débats sur la pertinence de la réalisation d'une union monétaire sans une harmonisation préalable des systèmes financiers des pays membres et sans une coordination politique et économique plus centralisée⁵⁸, d'autres débats se sont focalisés sur l'étendue de cette union. Pour les uns, il faudrait avancer vers une Europe à plusieurs vitesses tandis que d'autres souhaitent

58 Voir Jürgen Habermas, *La constitution de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2012. Le philosophe allemand déclare que les pays de la zone euro ne pourront jamais s'affranchir de l'emprise des marchés financiers s'ils ne se pas dotent d'une véritable politique économique et monétaire commune.

sauvegarder le principe d'une construction unitaire.

En dehors de ces considérations sur l'avenir de l'Union Européenne, l'analyse des différents discours autour de la crise en Grèce, met également en avant une « culturalisation » de la compréhension de ses origines. Il s'agit d'une tendance qu'on a constaté lors d'autres situations de crise récentes, par exemple au moment des émeutes urbaines à Paris en 2005 ou à Londres en 2011. Au lieu de chercher les causes systémiques, d'essayer de comprendre les facteurs structurels de ces phénomènes, dans les inégalités sociales et leur inscription spatiale, certains analystes ont communautarisé et moralisé la compréhension et l'explication de ce qui s'était passé, en stigmatisant des communautés entières dans le cas français, des comportements de parents irresponsables dans le cas anglais. Ces tendances nous ramènent à l'esprit, la manière dont la question sociale fut interprétée tout au long du XIX^e siècle, quand les individus paupérisés de l'ère victorienne étaient considérés comme responsables de leur état, et que leurs comportements étaient jugés responsables de leur déchéance, dans une approche conservatrice de la question sociale faisant l'économie de toute critique de l'organisation inégalitaire de la société.

De surcroît, le débat sur la 'crise grecque' a été brouillé par des sondages sensationnels qui ont essayé de 'nationaliser' les réactions des gens face au phénomène. Or, les Français, les Allemands ou les Grecs ne raisonnent pas d'une seule et unique voix face à cette crise. Leurs réactions et positions relèvent surtout de leurs sensibilités et affinités politiques. Car cette crise semble coïncider avec l'exacerbation d'une lutte idéologique, opposant une conception néolibérale du monde et de son avenir à une vision socialiste-humaniste⁵⁹. Dans cette optique, le FMI et d'autres tenants de la doctrine néolibérale, visent à présenter la crise comme le résultat d'une dérive des dépenses publiques et sociales, et tentent de convaincre les citoyens de la nécessité de l'application des mesures d'austérité dont le refus est censé avoir des conséquences incalculables et désastreuses pour leur présent et leur avenir. Ces pratiques ressemblent à celles étudiées par Naomi Klein dans son ouvrage, *La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*⁶⁰. Dans cet essai sociopolitique, l'écrivaine et journaliste canadienne dresse un parallèle entre les méthodes de torture élaborées par la CIA et les politiques néolibérales imposées sur des populations au moment de crises. De même que les électrochocs visent à altérer la personnalité d'individus pour que les services secrets puissent les façonner- manipuler à leur gré, les partisans de la doctrine néolibérale se servent des périodes de « chocs » politiques (par ex., renversement d'un régime démocratique), naturels (désastres écologiques), économiques (crise de dette), afin d'imposer sur des populations paralysées par l'ampleur de la crise, des politiques conformes à leur idéologie. Ces politiques consistent le plus souvent à une privatisation massive des services publics et à un démantèlement des structures de protection sociale. L'application de ces politiques, qualifiées de réformes, aurait été beaucoup plus difficile en l'absence de ces moments de crise. Les solutions appliquées en Grèce depuis le déclenchement de la 'crise' dans ce pays, ont créé les conditions propices à la promotion fulgurante de réformes inspirées par l'idéologie néolibérale, alors qu'en même temps toute opposition à ces mesures a été qualifiée d'archaïque et toute sympathie ou attachement aux services publics, de corporatisme et populisme. La gestion néolibérale de la crise en Grèce, revêtirait ainsi l'allure d'un épouvantail, censé intimider les citoyens des autres pays, les incitant à se résigner à des politiques remettant en question l'État social tel que l'on a connu en Europe après la Seconde Guerre mondiale, mettant en péril ses acquis concernant les systèmes de santé et d'éducation, de sécurité sociale ou de retraites.

Ainsi, force est de constater que les discours et les pratiques autour de la crise grecque dépassent largement les frontières de la Grèce et le domaine économique et soulèvent des questions plus générales

59 Les débats sur la crise grecque se trouvent également au carrefour entre ceux qui défendent le principe de l'autorégulation des marchés et de leur autonomie à

l'égard des instances politiques et ceux qui militent pour la subordination des activités des marchés au pouvoir régulateur des gouvernements et des États. Autre bataille idéologique, celle opposant les partisans d'un développement économique au profit d'une minorité de spéculateurs financiers ou de détenteurs de capitaux aux adeptes d'une théorie du développement économique conçu à l'aune de l'intérêt public et de la prospérité de la majorité des citoyens.

60 Voir Naomi Klein, *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, (traduit de l'anglais par Lori Saint-Martin et Paul Gagné), Montréal, Léméac, Arles, Actes Sud, 2008.

sur l'avenir de la construction européenne ou les rapports de force idéologiques à l'échelle internationale. La question de la distribution des richesses produites ou des dettes déjà accumulées au sein de chaque société mais aussi entre les différents États est l'un des enjeux majeurs de cette confrontation idéologique. Deux visions contradictoires s'opposent : d'une part, un égoïsme économique⁶¹ qui, sans s'interroger sur les facteurs permettant l'enrichissement d'un individu ou d'un État, exclut toute remise en question des inégalités socioéconomiques et d'autre part, une approche plus solidaire qui prenant en compte ces inégalités vise une redistribution plus équitable de la richesse et un renforcement de la solidarité nationale et internationale.

On ne peut ici s'empêcher de relever la persistance des stéréotypes sur l'Autre, à l'intérieur de chaque société comme à l'échelle européenne et leur déclinaison idéologique, phénomènes exacerbés en ces temps de crise. La stigmatisation de catégories socioprofessionnelles, de communautés culturelles, ou de sociétés entières par ceux qui s'expriment dans l'espace public, ne fait que confronter le continent européen à ses vieux démons, nationalisme, impérialisme et racisme. L'avenir montrera si ces courants idéologiques l'emporteront ou si cette tendance dangereuse sera renversée par un développement solidaire, une meilleure connaissance de l'Autre et un partage équilibré des efforts nécessaires à la construction européenne.

61 Voir Manolis Drettakis, « La mise en place de la zone euro, a augmenté les inégalités et réduit la convergence parmi ses douze premiers membres », *Avgi*, 26 avril 2012. Dans cet article l'économiste et député de gauche, étudiant les données de l'Eurostat relatives à l'indice de la convergence entre les douze premiers pays membres de la zone euro, constate que celui-ci était à 30,1 en 2001 (l'indice de 100 représentant une harmonisation parfaite et complète entre les niveaux de vie des différents pays). En 2011, il n'était plus qu'à 25,1, ce qui démontre que les inégalités entre les sociétés ont été creusées davantage pendant cette période. Selon lui, le but explicitement affiché pendant longtemps au sein de l'Union Européenne, en faveur d'une convergence du niveau de vie parmi ses pays membres, a été depuis l'introduction de l'euro et la prédominance de l'idéologie néolibérale, délaissé, alors qu'en même temps les discours sur la punition ou les sanctions exemplaires des pays vivant 'au-dessus de leurs moyens' ont été multipliés et largement diffusés dans l'espace public.